

Municipales : A bas la collaboration de classes avec la bourgeoisie ! Aucune voix pour aucune liste de gauche – y compris LO et LCR ! A bas la campagne sécuritaire raciste !

Les travailleurs ont besoin d'un parti révolutionnaire !

Moins d'un an après les élections présidentielles, le pays est à nouveau en pleine frénésie électorale. Sarkozy avait réussi une percée électorale l'année dernière en grande partie en phagocytant la partie de l'« électorat populaire » qui auparavant votait pour les fascistes du Front national. Maintenant que les dernières « réformes » de la droite prennent effet, frappant le plus durement les pauvres et la classe ouvrière, cet électorat réactionnaire s'en détourne. Pendant que Sarkozy court après son électorat perdu en multipliant rafles à grande échelle de sans-papiers et plans de flicage des banlieues, l'opposition, notamment le PCF soutenu par Lutte ouvrière (LO), cible ces mêmes électeurs en attaquant le gouvernement sur le manque de sécurité en banlieue. Nous dénonçons cette orgie sécuritaire raciste : **A bas les rafles racistes ! Pleins droits de citoyenneté pour tous ceux qui sont ici !**

Les magouilles les plus diverses depuis des mois autour de la constitution des listes de la soi-disant « gauche » pour les municipales ont donné lieu à pratiquement toutes les combinaisons possibles : à Montpellier et Grenoble, le Parti communiste s'est mis sur la liste du PS en bloc avec le parti capitaliste de centre-droit de François Bayrou, le MoDem. A Saint-Quentin, dans l'Aisne, Lutte ouvrière et la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) se sont jointes au PS et au PC sur une liste avec les partis capitalistes de gauche du MRC (Mouvement républicain et citoyen, chevènementiste) et des Verts. A Ivry, LO est avec les Radicaux, les Verts, le PS et le PC. Et à Lanester, en Bretagne, la LCR et LO sont là encore sur la même liste, et se présentent cette fois avec le MRC et le PCF. Une chaîne ininterrompue de collaboration de classes court ainsi du parti bourgeois de Bayrou aux organisations ouvrières réformistes, du PS au PCF et à Lutte ouvrière et la LCR, qui toutes contribuent à alimenter les illusions que le jeu des chaises musicales de la politique électorale bourgeoise peut servir les intérêts des masses laborieuses. L'essence des élections bourgeoises, que ce soit au niveau municipal ou national, c'est ce qu'avait expliqué le dirigeant bolchévique Lénine dans sa brochure de 1917 *L'Etat et la*

révolution : « Décider périodiquement, pour un certain nombre d'années, quel membre de la classe dirigeante foulera aux pieds, écrasera le peuple au Parlement, telle est l'essence véritable du parlementarisme bourgeois [...] »

Dans ces élections, plus que jamais auparavant avec la déconfiture du PC, les vautours comme LO et la LCR flairent une occasion d'accéder à la cour des grands de la politique et de gérer l'Etat capitaliste au niveau municipal. Le fait que ces organisations ouvrières (dont certaines, comme LO et la LCR, se proclamaient jadis occasionnellement « révolutionnaires ») fassent liste commune, c'est-à-dire constituent un bloc politique, avec des partis capitalistes, souligne qu'elles n'ont rien à voir avec une opposition au système capitaliste. Elles veulent simplement le réformer, faire pression sur lui pour qu'il jette quelques miettes à la classe ouvrière et aux opprimés. Les marxistes s'opposent à de telles alliances de collaboration de classes – des « fronts populaires » – entre partis ouvriers réformistes et partis bourgeois ; tout le bavardage sur les listes « de gauche » ne sert qu'à obscurcir la différence entre ceux-ci. Dans ces blocs, c'est nécessairement la bourgeoisie, la classe dominante, qui dicte leur nature, autrement dit ils déclarent ouvertement, à l'avance, qu'ils serviront les intérêts des capitalistes. La LCR, LO, etc. utilisent cyniquement l'aspiration de la classe ouvrière à l'unité pour pouvoir résister aux coups de la bourgeoisie ; ils l'amènent en fait à faire l'unité avec son ennemi de classe capitaliste, une unité déguisée en des termes vidés de toute référence de classe, comme l'« Union de la gauche » ou le « front populaire », etc. **A bas le front-populisme ! Pour l'indépendance de classe du prolétariat !**

Néanmoins, ceci ne veut pas dire que le programme du PS ou du PCF, là où ils se présentent sans des partis capitalistes, soit davantage conforme aux intérêts de la classe ouvrière. Le rôle des gouvernements « de gauche », au niveau municipal ou national (fronts populaires ou sociaux-démocrates gouvernant seuls) est de gérer le capitalisme contre les travailleurs. Là où le PS et le PCF se présentent seuls aux municipales, ils offrent au menu des mesures sécuritaires racistes, avec le ren-

forcement des polices municipales, un code « républicain » des valeurs morales et un engagement à gérer la pénurie de logements et des autres services sociaux, ce qui signifie inéluctablement en exclure l'accès à certains parmi les couches les plus pauvres, et souvent immigrées, de la population.

La classe ouvrière, exploitée par les capitalistes qui extraient leurs profits de sa force de travail dans la production, a des intérêts fondamentalement opposés à ceux des capitalistes. Elle ne peut se libérer qu'en luttant pour renverser le système d'exploitation capitaliste par une révolution ouvrière. Se lier à l'ennemi de classe bourgeois par un bloc politique condamne la classe ouvrière non seulement à la démoralisation et à de nouvelles défaites, après avoir été trompée encore et toujours, mais aussi à la perpétuation de son exploitation. Au fond tous nos opposants ont la même perspective de gérer et réformer le capitalisme et son Etat, à commencer au niveau municipal. A l'opposé de cela, nous cherchons à mener une lutte politique pour arracher les travailleurs à cet obstacle de la fausse conscience réformiste, et à forger un parti ouvrier révolutionnaire – tribun de tous les opprimés – déterminé à accomplir rien d'autre et rien de moins qu'une révolution socialiste, au cours de laquelle l'Etat bourgeois doit être détruit et remplacé par la dictature du prolétariat, où ceux qui travaillent dirigeront.

L'Etat n'est pas une entité neutre, au-dessus des classes sociales ; c'est un instrument crucial par lequel la classe dominante, en l'occurrence la classe capitaliste, maintient sa position et son système d'exploitation, et c'est pourquoi on ne peut pas en prendre possession pour le faire fonctionner au service des travailleurs, comme le prétendent les réformistes ; il devra être détruit par une révolution ouvrière. En dernier ressort l'Etat est constitué par des « bandes spéciales d'hommes armés », les flics, l'armée, les gardiens de prison, qui ont le monopole officiel de la violence et dont la fonction est de réprimer et dissuader toute tentative d'émancipation des opprimés.

Le président de la République est le chef des armées, et au niveau municipal c'est le maire qui a entre les mains le pouvoir de police dans sa municipalité, sous le contrôle du préfet ; le maire est en fait le représentant de l'Etat capitaliste le plus proche de ses administrés. Il dirige aussi les employés municipaux et a le pouvoir de les sanctionner, de décider des promotions, de mettre des travailleurs à la retraite, etc. Il découle par conséquent directement de notre programme révolutionnaire que non seulement nous refusons d'administrer l'Etat capitaliste, mais nous refusons aussi de nous présenter à l'élection à des postes exécutifs de l'Etat comme président ou maire (voir notamment nos articles dans *le Bolchévik* n^{os} 179 et 182). Si nous avons l'occasion de présenter des candidats aux municipi-



Soriano/Le Figaro

Rafle à Villiers-le-Bel, le 18 février. Plus de 1 000 flics ont été mobilisés pour l'arrestation de 35 personnes. Libération et amnistie pour tous les inculpés restants !

pales, ce serait dans le but de faire de la propagande pour protester contre les crimes du pouvoir bourgeois et ses institutions, et contre les illusions propagées par nos opposants qu'il pourrait en être autrement sous le capitalisme. Nos conseillers municipaux refuseraient par principe de se présenter à l'élection du maire et de ses adjoints.

Les magouilles actuelles de LO et de la LCR pour les listes aux municipales ne tombent pas du ciel, même si elles ont surpris quelques militants de LO par leur bassesse. La précipitation de LO, il y a un an, à faire voter pour Royal « sans réserves mais sans illusions » au deuxième tour de l'élection présidentielle est passée depuis à la vitesse supérieure. Dans ces élections municipales, LO propose maintenant ses services dès le premier tour, en déclarant : « Ses candidats [de LO] se présenteront donc sur de telles listes d'union, sauf si le Parti Socialiste, le Parti Communiste ou les deux refusent cette alliance et préfèrent la division » (*Lutte Ouvrière*, 25 janvier). Et pour ce qui est de leur prétention à « aucun rapprochement LO-PS au niveau national », les tracts électoraux de LO (ceux que nous avons eus entre les mains) utilisent les arguments classiques du moindre mal pour « battre la droite », sans un murmure de protestation contre la politique du PS ou les crimes du dernier gouvernement de front populaire dirigé par Jospin.

Quant à la LCR, qui prend bien garde de dire qu'elle se présente comme *indépendante* du PS, et non pas en *opposition* à lui, dès l'été dernier elle avait annoncé que :

« Pour le second tour, la LCR donnera ses consignes de vote (ou, localement, de proposition de fusion technique de listes),

LE BOLCHEVIK

Publié par le comité central de la Ligue trotskyste de France, section française de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste)

Rédacteur en chef : Herminio Sanchez Réalisation : Guillaume José
 Directeur de publication : Xavier Benoît Diffusion : Marc Guétier
 Rédacteur en chef technique : Dominique Arnaud

Le Bolchévik est édité par la SEDI, SARL au capital de 3 048,98 euros. ISSN 0395-4269
 Adresse : BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10

Commission paritaire : n° 0708 I 83528. Distribué par les NMPP.
 Imprimerie : Roto Presse Numéris, 36-40 Bd Robert Schuman, 93190 Livry-Gargan

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Ce journal est imprimé par des travailleurs relevant de la convention collective nationale des imprimeries de Travail et des industries graphiques.

MEETING DE LA LIGUE TROTSKYSTE DE FRANCE

Les travailleurs ont besoin d'un parti révolutionnaire !

Jeudi 13 mars, à 19h30

Au CICP, 21 ter rue Voltaire, 75011 Paris
 (Métro ligne 9 : Rue des Boulets)

Pour nous contacter : 01 42 08 01 49

avec la volonté de contribuer à la défaite de la droite, mais en tenant compte des conditions locales de la campagne et, naturellement, sans appeler à voter pour des listes de gauche qui intégreraient le Modem [...] »

– Rouge, 13 septembre 2007

Si la LCR fait à certains endroits liste commune avec le PS et Cie dès le premier tour, elle rappelle aussi explicitement que, en droite ligne de son vote pour Ségolène Royal aux présidentielles, elle va au deuxième tour voter PS et ses alliés bourgeois, sauf le MoDem, et chercher à négocier une fusion de ses listes avec celles du front populaire si elle passe la barre du premier tour. Laisser entendre que la LCR aurait des principes concernant les bourgeois du MoDem est tout simplement grotesque : en 2002 elle avait appelé à voter pour Chirac contre Le Pen, et elle continue à chercher des alliances avec toutes sortes de petits-bourgeois et bourgeois, du moment qu'ils sont « de gauche ». Aucun vote pour la LCR et ses listes « unitaires » !

Seule la LCI a lutté contre la contre-révolution capitaliste en URSS

Le virage à droite actuel de la pseudo « extrême gauche », pour spectaculaire qu'il soit, n'a rien de conjoncturel. Il prend ses racines dans la série de contre-révolutions capitalistes qui ont déferlé sur l'Europe de l'Est et l'Union soviétique entre 1989 et 1992, et que LO et la LCR ont soutenues au nom de la défense de la « démocratie » capitaliste contre la « dictature » des Etats ouvriers bureaucratiquement dégénéré et déformés. Après cette trahison historique, il n'y avait pas grand chemin à faire pour mener LO et la LCR à l'état de prostration dans lequel se trouvent aujourd'hui ces organisations face à leur propre bourgeoisie. A la suite de cette défaite dévastatrice pour la classe ouvrière du monde entier, la bourgeoisie se retrouve à l'offensive sur tous les terrains ; elle cherche notamment à liquider l'Etat-providence, un ensemble de concessions faites aux travailleurs après la Deuxième Guerre mondiale, alors que l'Armée rouge campait sur l'Elbe suite à la défaite qu'elle avait infligée aux nazis, et que le « spectre du communisme » planait sur l'Europe. En Russie et en Europe de l'Est, la contre-révolution a dévasté l'économie, jeté des dizaines de millions de personnes au chômage et considérablement ramené en arrière l'espérance de vie. Plus de 15 ans après, et malgré le boom des prix pétroliers, les travailleurs russes végètent pour la plupart dans la misère. Au niveau international, des rivalités interimpérialistes féroces, qui auparavant étaient contenues par la nécessité d'une alliance anti-soviétique commune, ont fait irruption à nouveau dans le sillage de la contre-révolution. Et c'est la classe ouvrière qui paie le prix de la course frénétique des impérialistes pour accroître leur taux de profit et s'emparer de nouveaux marchés et sphères d'influence.

Au niveau idéologique, cette catastrophe a globalement ramené en arrière le niveau de conscience des travailleurs, qui aujourd'hui ne croient en général plus que le communisme corresponde à leurs intérêts historiques et qu'il soit possible de remplacer le capitalisme par une économie collectivisée et planifiée internationalement. Cette régression est particulièrement forte en France, où un parti communiste pro-soviétique commandait autrefois l'allégeance de la plupart des ouvriers avancés. Aujourd'hui le PCF n'est plus que l'ombre de lui-même. Il est en pleine décomposition idéologique et organisationnelle, même s'il espère encore que les prochaines élections soient marquées par une si grosse gamelle pour la droite qu'il puisse lui-même plus ou moins conserver pendant

encore six ans ses sinécures municipales. Ses dirigeants sont convaincus que son problème c'est qu'il reste encore trop identifié à l'Union soviétique.

Le soutien du PCF à l'ordre bourgeois provenait en partie de la subordination aux intérêts antirévolutionnaires de la caste bureaucratique au pouvoir dans l'Etat ouvrier dégénéré soviétique. Le PCF soutenait de façon servile les trahisons staliniennes partout dans le monde. Cependant il continuait à servir loyalement sa propre bourgeoisie ici en France. En 1981 le PC avait dénoncé l'intervention de l'Armée rouge en Afghanistan contre les tueurs islamistes financés par la CIA (et soignés à l'époque par le docteur Kouchner), car c'était le prix à payer pour son entrée dans le premier gouvernement Mitterrand (élu avec les suffrages de LO et de la LCR), alors que Paris était la capitale idéologique de la guerre froide anti-soviétique en Europe. Plus tard, en août 1991, le PC a soutenu le contre-coup d'Etat de Boris Eltsine, qui a conduit à la liquidation finale de la révolution d'Octobre.

A l'époque, certains militants, notamment parmi la base du PCF, renâclaient à cette orgie anti-soviétique, et c'est en fait l'« extrême gauche » pseudo-trotskyiste, de la LCR à LO et aux différents avatars du groupe de feu Pierre Lambert, qui était en pointe dans la campagne anti-soviétique. Lors de la chute du mur de Berlin en novembre 1989, Lutte ouvrière est allée jusqu'à souhaiter une réunification inconditionnelle de l'Allemagne sur une base capitaliste ! Lors de sa conférence nationale en 1989 LO déclarait que « même si cette réunification se fait entièrement sous l'égide du capitalisme, les révolutionnaires communistes n'ont aucune raison d'y être opposés dans la mesure où le prolétariat et plus généralement la population est-allemande le veulent » (*Lutte de classe*, décembre 1989).

Nous avons à ce moment-là au contraire jeté toutes nos forces internationales dans la révolution politique prolétarienne naissante contre la bureaucratie stalinienne d'Allemagne de l'Est en pleine désintégration. Nous luttons pour instaurer un régime basé sur la démocratie ouvrière et l'internationalisme révolutionnaire, en même temps que nous luttons pour une révolution socialiste à l'Ouest, c'est-à-dire pour la réunification *révolutionnaire* de l'Allemagne. Nous avons été à l'initiative d'une manifestation de 250 000 personnes dans le parc de Treptow à Berlin-Est le 3 janvier 1990 en défense de l'Etat ouvrier est-allemand et contre la profanation fasciste du mémorial aux soldats soviétiques tombés dans la libération de l'Allemagne de la peste nazie en 1945. Nous avons été les seuls à nous opposer au bradage de l'Etat ouvrier déformé est-allemand par les staliniens de Moscou et Berlin-Est. Nous avons perdu, mais notre programme s'est avéré correct.

Nous nous sommes battus jusqu'au bout pour la défense militaire inconditionnelle de l'Union soviétique et des Etats ouvriers déformés d'Europe de l'Est contre toute attaque impérialiste et contre la contre-révolution interne, tout en nous battant pour une révolution politique ouvrière pour chasser les bureaucraties staliniennes parasitaires. C'est le programme que nous appliquons aujourd'hui aux Etats ouvriers déformés restants : la Chine, Cuba, la Corée du Nord et le Vietnam.

Le nouveau parti anticommuniste de Besancenot

Toutes les recompositions actuellement en cours dans le mouvement ouvrier ont été rendues possibles par la contre-révolution capitaliste dans l'ex-Union soviétique et en Europe de l'Est. Le « nouveau parti anticapitaliste » de Besancenot

n'en est que la dernière expression en date, profondément imprégnée par le triomphalisme bourgeois de la « mort du communisme ». Dans ses meetings, la LCR cherche par tous les moyens à prouver qu'elle a définitivement jeté par-dessus bord toute référence au trotskysme, à la révolution, etc. – des termes qui étaient toujours vides de sens pour une organisation qui se propose de réformer, et non de renverser, le système capitaliste. Besancenot soulignait par exemple cette « aube nouvelle » dans *Rouge* (31 janvier), suite au congrès de liquidation de la LCR de janvier :

« Un parti qui mêlera l'anticapitalisme, le combat écologique, la lutte pour toutes les émancipations, à commencer par celle des femmes, et qui veut rassembler le meilleur des traditions du mouvement ouvrier sans imposer une histoire, celle du trotskysme, comme marque de fabrique de ce nouveau parti. »

Autrement dit, finies les références à Lénine et Trotsky, et avec elles à la révolution socialiste d'Octobre 1917. « Anticapitaliste » est un terme à la mode dans la gauche anticommuniste qui grenouille dans les forums sociaux, des coalitions front-populistes financées notamment par la Fondation Ford liée à la CIA ainsi que par différents gouvernements bourgeois, dont celui des impérialistes français. C'est aussi un mot populiste vague qui dissout délibérément la classe ouvrière dans l'ensemble des couches opprimées par le capitalisme ; et contrairement à des mots comme « révolution » ou « communisme », il vise à attirer les petits partis capitalistes, et non à les effrayer. Il s'agit de ne pas « effrayer le bourgeois » avec des gros mots comme « communisme » et « révolution ».

Au moment même où la LCR annonce finalement la liquidation totale de toute prétention à la révolution, plusieurs petits groupes de gauche se précipitent... pour rejoindre ce marais « anticapitaliste » ! La Gauche révolutionnaire (GR, affiliée au Comité pour une Internationale ouvrière de Peter Taaffe, basé en Grande-Bretagne), le CRI (un petit groupe lambertiste dissident) et la fraction minoritaire de LO ont tous immédiatement annoncé qu'ils voulaient en être. La GR critique les objectifs de la LCR pour son nouveau parti comme « peu clairs », et parce qu'elle « ne mention[ne] l'alternative au capitalisme, le socialisme, qu'au détour d'une phrase ou deux », ce qui « n'indique guère le chemin à suivre ». Mais qu'on se rassure, on pourra en « discuter ensemble », et la GR pense que « cette première erreur est corrigable », et qu'une « campagne de lancement peut être initiée au plus vite » (Déclaration de la Gauche révolutionnaire du 6 décembre 2007). Leur apparente foi aveugle dans la capacité d'une LCR réincarnée à « jouer un rôle central pour redonner à la classe ouvrière son indépendance politique face à des partis qui défendent tous le capitalisme » n'est rien d'autre que du cynisme. La LCR énumérait fièrement dans *Rouge* (31 janvier) les partis et organisations invités à son congrès de janvier dernier, qui étaient présents ou qui y avaient envoyé

des salutations, et où figuraient, entre autres, les bourgeois du MARS-Gauche républicaine et des Verts.

LO et son ex-minorité partagent un programme commun de trahison opportuniste

La minorité de LO a seulement demandé, en proposant ses services à la LCR, que le nouveau parti « lève complètement le flou et soit sans ambiguïté un appel pour un parti révolutionnaire qui se donne explicitement comme but le renversement du régime capitaliste et l'instauration du pouvoir des travailleurs [...] » (*Convergences révolutionnaires*, janvier-février). Cette requête a été dédaigneusement rejetée par la LCR.

En sa qualité de dirigeant de LO, une organisation ouvrière et économiste, le dirigeant de la minorité Jacques Morand a souvent dénoncé les capitulations petites-bourgeoises de la LCR, comme par exemple son soutien politique et son enthousiasme pour des nationalistes petits-bourgeois, etc. ; mais sur toutes les questions essentielles, la minorité partage, sans aucun état d'âme, le noyau dur du programme réformiste et traître de la LCR, ainsi que celui de la majorité de LO. Ces gens ont ainsi rejeté la défense militaire inconditionnelle de l'Union soviétique prônée par Trotsky, ils se sont opposés farouchement à l'intervention de l'Armée rouge en Afghanistan en 1979 au motif qu'elle aurait « non seulement ruiné le pays mais renforcé ces forces conservatrices » ; ils se sont alignés derrière les impérialistes « démocratiques » pour la contre-révolution capitaliste dans l'ex-Union soviétique et en Europe de l'Est ; et tout comme LO, ils ont toujours caractérisé l'Etat ouvrier déformé chinois comme capitaliste, ce qui une fois encore leur permet de se ranger au côté des forces de la contre-révolution dans la campagne impérialiste pour restaurer le capitalisme en Chine. Semblablement, sur la question de faire obstacle à la révolution dans leur propre pays, tout comme la majorité de LO et la LCR, la minorité a soutenu le vote pour les fronts populaires de Mitterrand et de Royal, disant dans ce dernier cas que Laguiller était trop pressée à voter Royal, ce qui dispensait celle-ci de prendre « quelques engagements de satisfaire un minimum de revendications des couches populaires » (*Convergences révolutionnaires*, 27 avril 2007).

La direction de LO a profité des dernières manœuvres entre la LCR et sa propre minorité pour se débarrasser finalement de celle-ci. La minorité, à la recherche d'un bloc avec la LCR aux municipales, avançait des critiques du municipalisme de LO, tel qu'exprimé par le dirigeant de LO Georges Kaldy, qui déclarait que « gérer une municipalité ne nous gêne pas » (*le Monde*, 27 novembre 2007). Venant de la minorité, ces critiques ne sont que de la poudre aux yeux pour couvrir sa propre aspiration à se liquider dans le nouveau parti anticommuniste de Besancenot, qui ne vise pas seulement les postes municipaux mais ambitionne d'aller jusqu'au bout et de gérer l'Etat bourgeois au niveau national ! Dans son tract « L'heure est à la riposte ! » diffusé massivement pendant les grèves de novembre dernier, la LCR déclarait :

« En soi, nous ne sommes pas contre participer aux institutions... mais sur la base de notre indépendance. La gauche ne se divise pas abstraitement sur le pouvoir, entre ceux qui accepteraient d'y participer et ceux qui, par principe, s'y refuseraient. Sur cette question, elle se divise entre ceux pour qui, comme nous, c'est un des moyens pour changer la société et ceux qui se résignent à la société telle qu'elle est. Prendre le pouvoir n'est pas une question taboue [...] »

Pour contacter la Ligue trotskyste :

Paris

Le Bolchévik

BP 135 -10

75463 Paris Cedex 10

Tél : 01 42 08 01 49

Rouen

Le Bolchévik

BP 240

76003 Rouen Cedex 1

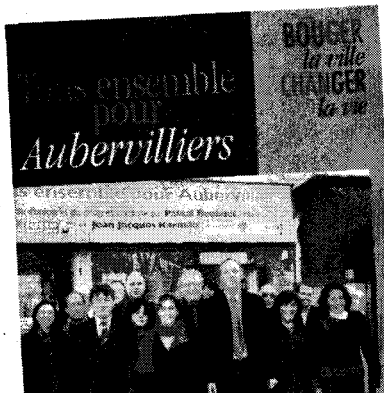
Tél : 02 35 73 74 47

e-mail : ltfparis@hotmail.fr

L'organisation sœur de Besancenot et Cie au Brésil a eu pendant cinq ans un « camarade ministre » dans le premier gouvernement capitaliste de front populaire de Lula entre 2002 et 2007 ; en charge du « développement agricole », il a été en première ligne contre les millions de paysans sans terre qui sont régulièrement victimes de massacres par la police militaire de ce même gouvernement.

Municipalisme bourgeois contre programme de transition pour la dictature du prolétariat

Pour LO, il est « possible de mener une politique municipale plus favorable aux salariés et aux classes populaires, ne serait-ce qu'en favorisant la construction de logements sociaux, en se préoccupant plus des quartiers populaires que des quartiers bourgeois » (*Lutte Ouvrière*, 15 février). Un de leurs exemples préférés est la municipalité d'Aubervilliers, dans le 9-3, où LO s'est fait accepter sur la liste du maire PCF en récompense de ses bons et loyaux services, qui consistent à glorifier depuis des années la politique du logement discriminatoire et anti-immigrés de la municipalité (voir par exemple *Lutte Ouvrière*, 17 juin 2005). En réalité, il y a une grave pénurie de logements sociaux dans cette municipalité qui abrite une importante population ouvrière et qui attire de nouvelles couches d'immigrés, souvent originaires des anciennes colonies françaises où ils fuient la misère et la faim provoquées par l'impérialisme français. Ces immigrés cherchent un travail, un toit et la tranquillité pour eux et leur famille. Comme c'est toujours le cas sous le capitalisme, la mairie gère cette pénurie en décidant qui mérite ou non un toit, pratiquant ce faisant la discrimination raciste. L'année dernière, alors que débutaient à Aubervilliers les expulsions des familles africaines sans logement, expulsions qui avaient eu pour conséquence le camp de squatters de la Maladrerie, l'adjoint au maire PC Gérard Del Monte, qui dirige également le service du logement social de la municipalité, fustigeait la « violence » des squatters et leurs « occupations illégales et abusives de logements » « destinés à des familles d'Aubervilliers » (voir par exemple le communiqué de presse de l'OPHLM d'Aubervilliers, 26 juin 2007). A plusieurs reprises, ces dernières années, le maire d'Aubervilliers a appelé les flics pour expulser des sans-logement africains et proféré des menaces contre leurs actions de pro-



A Aubervilliers, LO est sur la liste du maire PC qui a appelé les CRS en septembre dernier pour expulser des dizaines d'immigrés africains. La liste pour les municipales en appelle à plus de flics municipaux.

testation, au nom de la défense de « l'ordre public » (voir *le Bolchévik* n° 173 et 182). C'est la réalité du municipalisme, dans toute son ampleur, et c'est le bilan que défend LO en rejoignant cette liste.

Comme l'écrivait Friedrich Engels en 1872 dans son génial texte *la Question du logement* :

« Dans une telle société, la crise du logement n'est pas un hasard, c'est une institution nécessaire ; elle ne peut être éliminée ainsi que ses répercussions sur la santé, etc., que si l'ordre social tout entier dont elle découle est transformé de fond en comble. »

Ce qu'il faut, à Aubervilliers et dans tous les quartiers ouvriers de plus en plus décrépis de ce pays, c'est un programme de constructions massives, sous contrôle des syndicats, pour construire des logements décents, et des infrastructures de base comme des transports, des centres de soins, etc., qui souvent font défaut. Il faut exiger que les travailleurs du bâtiment, qui sont dans une large mesure sans papiers, soient organisés dans les syndicats et embauchés en CDI, et qu'ils aient les *pleins droits de citoyenneté, de même que tous ceux qui sont parvenus à entrer dans ce pays*. Cela pose la question du chômage endémique qui ronge les banlieues, où jusqu'à la moitié des jeunes ne trouvent aucun emploi. Pour cela, il faut *partager le travail disponible entre toutes les mains, sans perte de salaire*.

Comme l'écrivait Trotsky en 1938 dans le *Programme de transition*, le document fondateur de la Quatrième Internationale :

« Si le capitalisme est incapable de satisfaire les revendications qui surgissent infailliblement des maux qu'il a lui-même engendrés, qu'il périsse ! La "possibilité" ou l'"impossibilité" de réaliser les revendications est, dans le cas présent, une question de rapport des forces, qui ne peut être résolue que par la lutte. Sur la base de cette lutte, quels que soient ses succès pratiques immédiats, les ouvriers comprendront mieux que tout la nécessité de liquider l'esclavage capitaliste. »

Flics, matons et vigiles, hors des syndicats !

La dernière rafle policière dans un foyer africain, Porte d'Ivry à Paris, montre aussi, avec une brutalité

ABONNEZ-VOUS !

LE BOLCHEVIK

3 € pour 4 numéros (1 an) plus *Spartacist*
 Europe : 4,50 € Hors Europe : 6 €
 Canada : 5 \$Cdn

Nom _____ Tél _____
 Adresse _____ CP _____
 Ville _____ Pays _____

Chèques à l'ordre de la SEDI,
 B.P. 135-10, 75463 Paris Cedex 10



raciste particulière, ce que veut dire l'« intervention de l'Etat » dans la crise du logement : sous prétexte de lutte contre l'insalubrité, 400 flics ont attaqué le foyer au petit matin du 12 février, démolissant les quelques portes qui tenaient encore et arrêtant plus d'une centaine de sans-papiers pour les déporter. Et tout cela dans une municipalité « de gauche ». Le « Plan banlieues » de Sarkozy tient en un chiffre : 4 000 flics supplémentaires en « unités territoriales de quartier » pour mettre encore plus les jeunes en état de siège permanent. Fidèle à sa foi dans l'Etat capitaliste (une foi indifférente à l'oppression raciale), LO n'a pas protesté contre ce plan, mais a simplement mis en doute qu'il soit vraiment efficace : « ce n'est pas cela qui fait baisser la délinquance et qui constitue une protection et une aide pour les habitants » (*Lutte Ouvrière*, 15 février).

Au niveau local, la campagne de LO pour les municipales reflète le même soutien chauvin au ciblage sécuritaire des jeunes de banlieue. A Aubervilliers, la plate-forme électorale de sa liste (« Tous ensemble pour Aubervilliers »), frappée du logo de LO, proclame :

« La police municipale ne doit en aucun cas être un palliatif aux manques de la police nationale. Or, le nombre de policiers affectés à notre ville est insuffisant. Les actions de la municipalité pour améliorer la prévention ne doivent pas conduire l'Etat à réduire son action, bien au contraire. La police de proximité, qui a autant un rôle de prévention que de répression, devrait être rétablie. [...] La police municipale [...] doit jouer un rôle plus actif de proximité, de modérateur dans certains quartiers, d'éducation aux respects des règles de vie collective et d'apprentissage de la citoyenneté dans toutes ses dimensions. »

A Romainville, toujours dans le 9-3, LO est sur la liste de Sofia Dauvergne menée par le PCF qui diffuse des tracts, portant là encore son logo, proposant « La relance de la bataille pour l'installation **d'un commissariat de plein exercice à Romainville** et le rétablissement d'une **police de proximité** » (souligné dans l'original). Le tract conclut : « Pour combattre réellement l'insécurité, il s'agit de mobiliser les moyens exceptionnels et ne pas se contenter d'effets de manche. »

A Belfort, Lutte ouvrière est tout simplement sur la liste du maire bourgeois Etienne Butzbach (Mouvement républicain et citoyen), successeur et homme de confiance de Jean-Pierre Chevènement, ex-ministre de la guerre, ex-ministre des flics, qui avait instauré un couvre-feu pour les mineurs pendant la révolte des banlieues (*Libération*, 2 février) ! Ce n'est pas non plus par hasard que pendant ce même soulèvement des ghettos, LO avait signé une déclaration de la Ligue des droits de l'homme qui appelait à rétablir « l'ordre ». Plus tard, LO a publié une rétractation emberlificotée qui expliquait que leur signature avait été « une ânerie, bien sûr, mais mineure ». « Mineure » pour LO, mais pas pour ceux qui prennent en pleine figure les actions des « forces de l'ordre » qui prenaient pour cible la jeunesse d'origine maghrébine et africaine. **Le chevènementisme belfortain de LO, une trahison de classe, représente l'aboutissement programmatique de la capitulation de LO à sa propre bourgeoisie lors de la révolte des banlieues.** Nous avons au contraire appelé le mouvement ouvrier à se mobiliser pour défendre les jeunes contre la terreur policière.

Le mouvement ouvrier doit défendre les jeunes de banlieue contre la terreur raciste d'Etat

Le racisme est inhérent au système capitaliste. Mais les enfants et petits-enfants des travailleurs immigrés venus d'Afrique du Nord et de l'Ouest ne sont pas que des victimes sans défense de la terreur raciste de l'Etat français. Ils sont aujourd'hui intégrés au prolétariat, dans l'automobile, dans les transports et ailleurs, bien qu'au bas de l'échelle et subissant une discrimination raciste permanente. C'est en tant que prolétaires qu'ils ont une force sociale et qu'ils pourront prendre part à l'avant-garde de la lutte pour renverser ce système capitaliste par une révolution ouvrière. Cela exige de lutter à la fois contre le chauvinisme des directions syndicales et politiques de la classe ouvrière, et aussi contre les obstacles particuliers à la prise de conscience révolutionnaire de ces jeunes. Seul un parti léniniste d'avant-garde peut s'atteler à cette tâche. L'apolitisme de beaucoup de ces jeunes est à la fois le reflet de la régression générale du niveau de conscience, avec la propagande sur la « mort du communisme », et aussi de l'aliénation particulière de ces jeunes en proie à la discrimination raciale.

L'hostilité de LO pour les jeunes de banlieue est typique de la gauche française chauvine. Cette hostilité a culminé provisoirement en 2003 dans la campagne pour exclure Alma et Lila Lévy, deux jeunes femmes musulmanes (dont le père est juif) du lycée Henri Wallon, également à Aubervilliers. Leur « crime » ? Elles portaient le foulard islamique. Des profs de LO et de la LCR (dont Pierre-François Grond, membre du bureau politique) étaient en pointe dans cette campagne qui a débouché sur la loi raciste de Chirac et Luc Ferry contre le port du voile. **A bas les exclusions racistes des jeunes femmes voilées !**

Nous avons toujours été des opposants acharnés du voile, symbole de l'oppression des femmes. En Afghanistan nous avons en 1979 salué l'Armée rouge qui intervenait contre les coupe-jarrets islamistes soutenus par la CIA, intervention qui ouvrait la possibilité d'étendre les acquis d'Octobre aux peuples afghans affreusement opprimés, et en particulier la perspective de la libération des femmes de la réaction islamiste. Le retrait de ces troupes par le régime stalinien soviétique de Mikhaïl Gorbatchev, dans une tentative futile de se concilier les bonnes grâces des impérialistes, était un trahison des masses afghanes, et a pavé la voie aux contre-révolutions capitalistes qui ont déferlé sur l'Europe de l'Est à la fin des années 1980 et détruit l'Union soviétique en 1991-1992. LO, pour sa part, avait condamné l'intervention soviétique, et l'avait même comparée, de façon grotesque, à la sale guerre du colonialisme français en Algérie et à celle de l'impérialisme américain au Vietnam. La campagne de LO contre l'oppression des femmes dans les banlieues s'avère ainsi n'être que pure hypocrisie. Loin de lutter contre l'arriération anti-femmes dans les couches issues de l'immigration musulmane, LO, majorité et minorité confondues, a seulement contribué à renforcer ce genre de préjugés en conférant une respectabilité « de gauche » à une femme comme Fadela Amara de l'association Ni putes ni soumises. Amara, logique avec elle-même, a fini dans le gouvernement Sarkozy, et on peut maintenant la voir en train de faire la promotion du « Plan banlieues », avec sa promesse de 4 000 flics supplémentaires et le recrutement de jeunes issus des minorités ethniques dans l'armée sanguinaire de l'impérialisme français.

La LCR est moins lourde, mais son programme n'est pas

Visitez le site web de la LCI
www.icl-fi.org

différent sur le fond. Elle a publié une brochure spéciale pour les élections municipales, avec ses propres propositions propageant l'illusion que la police pourrait se mettre au service de la population. Elle demande : « Dans les activités d'ordre public quotidiennes la police, comme en Grande-Bretagne, ne doit plus porter d'armes à feu » – comme si les flics britanniques ne s'étaient pas fait connaître internationalement pour le meurtre du jeune Brésilien Jean-Charles de Menezes dans le métro londonien, lors d'« activités d'ordre public » anti-terroristes. Dans les banlieues françaises, les jeunes meurent poursuivis par des flics de proximité sans même que ceux-ci tirent un seul coup de feu, comme Zyad Benna et Bouna Traoré à Clichy-sous-Bois en octobre 2005 (à l'origine de la révolte des banlieues qui a suivi) ou plus récemment Larami Samoura et Mouhsin Cehhouli à Villiers-le-Bel. Pour la LCR, il faudrait simplement « Une formation qui permette aux futurs gardiens de la paix d'acquérir une pratique basée sur une déontologie qui mette le respect des personnes au centre ». Nous disons au contraire que les flics ne sont pas des travailleurs en uniforme, mais les chiens de garde de l'ordre

capitaliste : **Flics, vigiles, matons, hors des syndicats ! Libération immédiate des jeunes emprisonnés dans la mégarafle policière du 18 février à Villiers-le-Bel !**

Cette campagne électorale représente un nouveau pas infâme pour l'ex-« extrême gauche » française. « Ex » puisqu'elle participe maintenant de façon directe aux combinaisons parlementaires de la « gauche » ordinaire pour avoir des élus. En France, dès les années 1890 la plupart des tendances du mouvement ouvrier français, y compris les guesdistes, étaient impliquées dans la gestion de municipalités capitalistes (voir le document de notre camarade Gérard dans *le Bolchévik* n° 182), ce qui les a directement préparées à trahir par la suite la classe ouvrière internationale en soutenant leur propre bourgeoisie dans la Première Guerre mondiale. Ce dont la classe ouvrière a besoin, c'est d'un nouveau parti, un parti qui se base sur les enseignements de Lénine, dirigeant de la révolution d'Octobre en Russie, un parti qui se batte pour reforger la Quatrième Internationale de Trotsky. Les sections de la Ligue communiste internationale luttent pour cette perspective. ■

Grève des cheminots...

Suite de la page 8

de ces dix derniers jours : les négociations à venir se feront sous pression. »

Besancenot, lui, fanfaronnait lors de son meeting du 22 novembre à Paris : « Nicolas Sarkozy n'a pas réussi à briser le mouvement social, il n'est pas le Thatcher français qu'il voulait être » (*l'Humanité*, 24 novembre 2007). Faire l'analogie avec Thatcher relève de la tromperie. Pour briser le syndicat des mineurs britanniques au milieu des années 1980, Margaret Thatcher avait conduit une épreuve de force qui avait duré un an contre les mineurs en lutte. Pour parvenir à ses fins elle a finalement quasiment annihilé l'industrie minière britannique tout entière. Sarkozy n'a aucune intention de détruire l'industrie et les transports ferroviaires français. Il veut au contraire moderniser l'appareil productif français (ce qui bien sûr veut dire aussi dépouiller les travailleurs de leurs droits et de leurs acquis pour augmenter les profits des chemins de fer), et pour ce faire il compte s'appuyer sur une bureaucratie syndicale dont il connaît la servilité pour défendre la compétitivité du capitalisme français. C'est le comble du cynisme de masquer une défaite en victoire pour couvrir sa propre trahison. La classe ouvrière n'a pas été écrasée dans cette grève, mais les syndicats de cheminots ont été affaiblis, et les travailleurs ont perdu un peu plus de leurs acquis sociaux, avec les retraites et la dégradation de la situation des nouveaux embauchés, par exemple. C'est un « accord » qui ressemble à celui que Sarkozy avait conclu il n'y a pas si longtemps avec la CGT à l'époque de l'ouverture du capital d'EDF. Aujourd'hui les électriciens ont perdu les droits à la retraite qu'ils avaient auparavant acquis, la CGT-Energie n'est plus le bastion qu'elle était, et la privatisation d'EDF est enclenchée, tandis que les profits de l'entreprise s'accroissent et qu'elle rachète à tour de bras des producteurs européens d'électricité. Pour pouvoir se réarmer pour les prochaines luttes, la classe ouvrière doit tirer les leçons de cette trahison.

Déjà, au milieu du 19^e siècle, Karl Marx avait décrit comment la bourgeoisie britannique avait littéralement acheté une couche de travailleurs avec quelques miettes. Sur la base de ces privilèges matériels, la bureaucratie syndicale considère qu'elle partage des intérêts communs avec sa propre

bourgeoisie contre les concurrents étrangers de celle-ci. Et donc elle diffuse à l'intérieur du syndicat un programme de collaboration de classes et de défaite de la classe ouvrière. En 1916, Lénine, développant l'analyse des racines matérielles du réformisme dans le mouvement ouvrier, écrivait dans *l'Impérialisme, stade suprême du capitalisme* :

« L'impérialisme, qui signifie le partage du monde et une exploitation ne s'étendant pas uniquement à la Chine, et qui procure des profits de monopole élevés à une poignée de pays très riches, crée la possibilité économique de corrompre les couches supérieures du prolétariat ; par là même il alimente l'opportunisme, lui donne corps et le consolide. »

L'expression au niveau politique de la bureaucratie syndicale, ce sont les organisations réformistes, essentiellement le PCF et le PS (mais aussi LO et la LCR). Nous les appelons des partis ouvriers-bourgeois, dont la base est ouvrière mais la direction profondément procapitaliste. Les révolutionnaires, luttant pour construire un parti léniniste, veulent dresser cette base ouvrière contre sa direction vendue aux patrons.

Bien entendu il y a des nuances entre ces différents partis et organisations réformistes : le PS soutenait ouvertement la liquidation des régimes spéciaux de retraite, ainsi que la loi Péresse ouvrant la voie à la privatisation des universités, alors que le PCF s'opposait à ces mesures sur le papier, et que LO et la LCR s'y opposaient dans les AG. Ce qui n'empêchait pas Besancenot, en pleine grève des cheminots, de faire campagne pour l'unité de toute la « gauche » (c'est-à-dire PS, PC, MRC, Verts, etc.) dans la rue contre Sarkozy : « C'est pourquoi, je propose à tous les premiers responsables des partis de gauche une réunion unitaire, dans les plus brefs délais, afin de décider ensemble toutes les initiatives de soutien aux grévistes et à leurs revendications » (communiqué du 16 novembre 2007, disponible sur le site web de la LCR). Conseiller aux cheminots de se tourner vers ceux qui les ont poignardés pendant une bataille cruciale, c'est criminel. Il n'est donc pas surprenant qu'aujourd'hui cette ligne trouve un point d'application dans certaines municipalités où la LCR et le PS se retrouvent sur une liste commune pour les élections (avec LO et le PCF, ainsi que la bourgeoisie « de gauche »).

Nous disons : pas une voix pour LO ou la LCR ! Pour une direction lutte de classe dans les syndicats ! Pour un parti ouvrier léniniste ! ■

Collaboration de classes et trahison de la grève des cheminots par la bureaucratie syndicale



Manifestation des cheminots le 14 novembre

LO et la LCR ont acquis leurs strapontins actuels sur les listes municipales PS et PCF, non seulement par leur récent soutien à Ségolène Royal au deuxième tour des présidentielles, mais aussi par leur rôle dans les grèves de l'automne dernier. Ces grèves ont été marquées, à la veille même du mouvement, par un coup de poignard dans le dos asséné par la bureaucratie syndicale, sous la forme de l'appel de Bernard Thibault à des négociations secteur par secteur. Ceci a laissé chaque secteur suffisamment isolé et affaibli pour augmenter la pression pour que les syndicats acceptent l'« accord » de bradage pourri proposé par les patrons. Malgré cela, les travailleurs ont fait preuve de courage et de combativité, déjouant les tentatives de la direction de la CGT pour leur faire reprendre immédiatement le travail et continuant leur grève pendant près de dix jours, face à la violente campagne anti-grève du gouvernement et de la presse bourgeoise.

Pendant les grèves, la perspective politique de LO et de la LCR se résumait à chercher à utiliser la colère et la combativité des mobilisations ouvrières pour faire pression sur la bureaucratie syndicale (qui avait déjà accepté dans son principe l'attaque contre les retraites) pour qu'elle ne lâche pas *trop* de concessions à ses maîtres capitalistes. A la fin de la grève, ces deux organisations ont émis dans leur journal quelques critiques modérées de Thibault, et LO a aussi critiqué la direction de la CGT cheminots. Cette nouvelle trahison de la bureaucratie syndicale ne fait que souligner une nouvelle fois la nécessité de mener une lutte politique pour chasser les dirigeants procapitalistes du mouvement syndical et établir une *direction révolutionnaire des syndicats*. LO et la LCR en sont absolument incapables, notamment parce que, depuis une vingtaine d'années, elles sont de plus en plus

devenues elles-mêmes partie intégrante de cette même direction procapitaliste.

La LCR, en particulier, a aussi porté aux nues, pendant la grève, la direction du syndicat SUD-Rail, dans laquelle elle a une certaine influence, en la présentant comme une alternative combative au reste des chefs syndicaux traîtres. Mais en réalité, la ligne de politique de pression et de collaboration de SUD-Rail n'était guère différente de la prostration plus explicite de la CGT et de la CFDT. Le premier jour de la grève, un porte-parole de SUD-Rail déclarait que « le but n'est pas de s'installer dans la grève mais de donner un message fort au gouvernement » (*le Monde*, 14 novembre 2007). Une des principales plaintes de SUD-Rail juste avant et pendant la grève était de ne pas être reconnu comme un « partenaire social » à part entière par le gouvernement, au même titre que la CGT. Pour montrer sa respectabilité, il a signé le 18 novembre une déclaration intersyndicale exprimant son accord pour prendre part aux négociations, que le gouvernement avait accepté d'ouvrir sous une condition précise. Selon Reuters du 19

novembre 2007, Xavier Bertrand déclarait : « Il y aura un représentant de l'Etat s'il y a bien une dynamique de reprise du travail [...] qu'il y ait aussi davantage de trains, de métros qui reprennent. » Les directions syndicales, y compris SUD-Rail, acceptaient cette condition et signaient une lettre à la présidente de la SNCF annonçant leur participation aux discussions avec les patrons « pour défendre leurs revendications en portant les exigences et propositions, y compris celles concernant le cadrage de la réforme, qui s'expriment dans les assemblées générales » (*l'Humanité*, 19 novembre 2007). Autrement dit, tandis que dans les AG les petits bureaucrates de SUD parlaient de continuer la grève, leurs dirigeants magouillaient avec les patrons et le gouvernement en faisant des propositions sur « le cadrage de la réforme », c'est-à-dire acceptaient le principe de l'attaque contre les retraites.

L'une des tactiques des bureaucrates pour désamorcer la grève a été de prétendre que les négociations allaient continuer. Les bureaucrates ont cherché à masquer leur trahison avec la poursuite de négociations bidon. Et les réformistes de la LCR leur ont servi de couverture. Par exemple, le secrétaire cheminots de la LCR a fait une déclaration spéciale (*Rouge*, 29 novembre 2007) :

« Les cheminots ont-ils perdu ? Nous pensons que non. Non qu'ils aient gagné, bien sûr, même s'il y a eu quelques avancées à la marge [...]. En fait, l'enjeu de cette grève était double : il s'agissait pour le gouvernement d'infliger une défaite en rase campagne à un secteur combatif de la classe ouvrière du pays. Sarkozy avait prévenu : il était prêt à envoyer l'armée et mettre les cheminots KO debout. De cela, il n'en est rien. [...] Bref, les cheminots n'ont pas dit leur dernier mot, et ils sortent renforcés

Suite page 7